

Les TIC offrent de nouvelles possibilités aux paysannes et paysans d'Afrique

« Chaque matin, nous convenons les prix de nos produits par SMS ... Nous avons appris à gérer notre production agricole pour obtenir des produits de qualité et les vendre à bon prix ... Auparavant, les produits étaient bradés. Nous avons pu améliorer notre revenu de près de 70%. » (Victoria Nduna, paysanne kényane)

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) recèlent un énorme potentiel en termes de développement rural et de réduction de la pauvreté. Grâce aux TIC, la population des campagnes peut accéder aux informations utiles, prospecter de nouveaux marchés et améliorer les possibilités de revenus. De plus, ces technologies permettent aux couches pauvres de la population de faire entendre leurs intérêts et besoins. Aujourd'hui, le potentiel des TIC est encore loin d'être épuisé. Même si les infrastructures correspondantes ont connu un essor fulgurant ces dernières années en Afrique, surtout dans le domaine de la téléphonie mobile, l'approvisionnement en TIC y demeure très faible par rapport à l'Europe. Sans compter les grandes différences entre et dans les pays africains. En dehors des centres urbains et dans les communautés rurales pauvres, le terme même de TIC demeure encore largement inconnu.

Afin de mieux tirer profit des potentialités des TIC, les décideurs politiques sont appelés à agir. Dans un docu-

ment adressé à l'Africa Partnership Forum, les auteurs proposent entre autres les mesures suivantes :

- développement des réseaux de télécommunication et amélioration de l'approvisionnement en énergie ;
- mesures dans le domaine de la formation (lecture, écriture et utilisation des TIC) ;
- mise à disposition d'informations locales en la langue locale ;
- libéralisation du secteur des télécommunications et création de bases légales transparentes ;
- promotion de l'échange d'informations et de la liberté d'expression ;
- intégration des TIC dans les stratégies de réduction de la pauvreté.

De nombreux projets s'emploient déjà à promouvoir l'accès aux TIC de groupes de population pauvres vivant en zone rurale. Mentionnons à titre d'exemple le projet de développement de centres de télécommunication. Dans son rapport, Ian Howard analyse deux de ces centres en Tanzanie, qui ont chacun une histoire bien différente. Dans une large mesure, le premier doit ses dix ans d'existence à l'initiative privée d'un autodidacte local. Celui-ci a progressivement développé l'in-

L'utilisation réussie de technologies de l'information et de la communication requiert des efforts considérables dans le domaine de la formation. Des étudiants de la Rhodes Park Secondary School, en Zambie, participent au Global Teenager Project Learning Circle.

(Photo : IICD, www.iicd.org/photos, Creative Commons attribution license)



Article de fond

Les TIC offrent de nouvelles possibilités aux paysannes et paysans d'Afrique 1

Politique

Quand conservation rime avec marginalisation 3

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la gestion durable du sol 3

Le marché a-t-il réellement besoin d'un nouveau label « bon pour le développement » ? 4

Pour un aménagement durable de la consommation et de la production 4

COP 14 à Poznan, préparer le terrain pour un régime post 2012 5

Mise en œuvre

Succès de l'agriculture durable en Ethiopie 5

Contrôler l'expansion de la culture du soja et des palmiers à l'huile 6

Promouvoir les droits d'accès aux ressources forestières pour les communautés du Sahel 6

Imagerie aérienne avantageuse pour soutenir la gestion des ressources 7

Recherche

Évaluation et prévention des risques environnementaux en Amérique Centrale 8

Article de fond

frastructure TIC au moyen de dons et de subventions transversales prélevées sur d'autres projets. Les équipements techniques ne sont pas des plus modernes, mais le savoir-faire local est suffisamment développé pour leur entretien. Le deuxième centre a été construit avec l'appui de bailleurs de fonds externes en concertation avec les autorités locales. Il s'agit là d'un grand centre moderne, avec un laboratoire de formation en ligne, un café Internet et une station radio. Dès le début, les initiateurs ont eu à cœur d'impliquer autant que possible tous les acteurs dans la planification du projet. Au terme de la phase de mise en place, les chances sont favorables à ce que le gouvernement local reprenne le financement à son compte. L'analyse montre que plusieurs voies peuvent être empruntées pour arriver à un même but. Mais elle montre aussi qu'il est difficile d'exploiter des centres de télécommunication de manière à ce qu'ils s'autofinancent. Toutefois, leur importance pour la communauté locale est incontestée; les centres TIC ont notamment permis d'améliorer le déroulement des affaires et offert des opportunités de formation et de perfectionnement.

Dans l'avenir immédiat, les applications liées au téléphone mobile tout spécialement devraient gagner en importance. Elles présentent de nombreuses possibilités intéressantes pour la population rurale pauvre: information sur la météo et les marchés, conseil dans le domaine de la santé, virement d'argent, etc. Grâce à

une nouvelle invention développée en Inde, on pourra dorénavant même créer et consulter des « VoiceSites ». Cet « Internet audio » permet aux analphabètes de se procurer des informations et de faire connaître leurs produits et services à un plus large public.

SOURCES

The World Bank – ICT Empowers People with Information. Video (5:45 min.) World Bank. 2007.

www.youtube.com/watch?v=rtP-KgN3M9c

(d'autres vidéos de la Banque Mondiale relatifs aux TIC:

www.youtube.com/view_play_list?p=5EC7BDD03F5CDAAS)

ICT in Africa: Boosting Economic Growth and Poverty Reduction. Document prepared for the 10th Meeting of the Africa Partnership Forum in Tokyo on 7–8 April 2008. Gerster Consulting. 31 p. www.gersterconsulting.ch/docs/ICT-Africa_Report_final_engl.pdf

Unbounded Possibilities: Observations on sustaining rural information and communication technology (ICT) in Africa. Ian Douglas Howard. Association for Progressive Communications (APC). October 2008. 23 p.

www.apc.org/en/system/files/SustainingRuralICTs_0.pdf

Cellphones could be used to build 'audio internet'.

Anil Ananthaswamy in: *New Scientist magazine*, issue 2679, 24 October 2008, p. 22–23.

www.newscientist.com/article/mg20026796.500

[-cellphones-could-be-used-to-build-audio-internet.html](http://www.newscientist.com/article/mg20026796.500-cellphones-could-be-used-to-build-audio-internet.html)

Quand conservation rime avec marginalisation

Le commerce du carbone, les paiements pour services environnementaux (PSE) et la certification comptent parmi les approches « orientées marché » de la conservation de la biodiversité.

Vu la complexité et l'interactivité des écosystèmes, la rémunération par produit / service de la biodiversité en un endroit peut mener au conflit ailleurs sur le terrain. Ces aspects intéressent les auteurs de la présente étude, ainsi que grand nombre des populations indigènes.

Au Paraguay par exemple, l'adoption en 2006 de la Loi sur l'évaluation et la rémunération des SE devait promouvoir la conservation de la forêt, et les droits des peuples autochtones y étaient officiellement reconnus. Dans les faits, ces derniers ainsi que les associations de petits agriculteurs n'ont pas été consultés quant à leurs activités. Par ailleurs, les titres de propriété foncière, un contact haut placé dans la hiérarchie gouvernementale

ou les moyens de fournir une étude d'impact environnemental, nécessaires à la revendication d'un quelconque PSE, font cruellement défaut à ces communautés. L'introduction de la Loi PSE promue par les « conservationnistes » a exacerbé la marginalisation des populations démunies intégrantes de l'écosystème. Mais il est fort probable que le nouveau gouvernement en place depuis mi-2008 se préoccupe de cette situation.

SOURCE

La commercialisation de la vie : La conservation fondée sur le marché et ses effets sur les peuples autochtones, les communautés locales et les femmes. Coalition mondiale des forêts. 2008. 91 p.

www.globalforestcoalition.org/img/userpics/File/French/LA-COMMERCIALISATION-DE-LA-VIE2008.pdf

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la gestion durable du sol

Les systèmes de production actuels doivent remplir trois conditions s'ils veulent contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement : produire des aliments en suffisance pour une population en constante croissance, diminuer la pauvreté et réduire la dégradation des écosystèmes, voire les réhabiliter. La gestion durable du sol (Sustainable Land Management SLM) est considérée comme l'une des approches les plus prometteuses. Il s'agit d'une stratégie fondée sur le savoir et l'expérience, qui promeut une gestion coordonnée des sols, de l'eau, de la biodiversité et de l'environnement.

Mais les méthodes SLM sont complexes et difficiles à mettre en œuvre, et leurs résultats positifs ne sont pas toujours à portée de la population pauvre. Il est d'autant plus nécessaire de relever et d'expliquer les expériences fructueuses.

Prenons pour exemple le « community watershed model » utilisé à Kothapally, Inde : la recherche et le développement ont été menés par des groupes de paysans à l'échelle de la région, en collaboration avec des représentants d'ONG et du gouvernement. La culture d'autres plantes, l'emploi de nouvelles méthodes phytosanitaires et d'autres mesures encore se sont avérées fort payantes ; elles font école en Inde, Thaïlande, Vietnam et Chine.

SOURCE

Sustainable Land Management Sourcebook. Agriculture and Rural Development Series. The World Bank. 181 p.

<http://siteresources.worldbank.org/EXTARD/Resources/336681-1215724937571/eBook.pdf>

Le marché a-t-il réellement besoin d'un nouveau label « bon pour le développement » ?

D'une récente étude de l'Overseas Development Institute (ODI) sur les labels éthiques, il ressort que la plupart des exportations agricoles peuvent être qualifiées de bonnes pour le développement, car génératrices d'emplois et de revenus dans de nombreux pays en développement. Cependant, les consommateurs ont souvent l'impression que les effets du commerce international sont négatifs et ils s'inquiètent de l'exploitation des producteurs pauvres. La croissance récente du commerce équitable met en exergue le souci des consommateurs de soutenir le développement au travers de leur pouvoir d'achat. Alors qu'il existe bon nombre de labels « bon pour l'environnement », les labels « bon pour le développement » sont relativement rares. Le label du commerce équitable ne couvre pour l'heure qu'une petite palette de produits.

En conclusion à son étude, l'ODI propose le lancement d'un nouveau label « bon pour le développement », qui expliquerait aux consommateurs les effets positifs qu'ils peuvent avoir sur le développement des pays du sud en achetant la plupart des produits traditionnels de la région. Le nouveau label couvrirait une palette

de produits plus large que les labels actuels, et inclurait un plus grand nombre de producteurs des pays les plus pauvres, actuellement sous-représentés. Il pourrait avoir pour effet d'augmenter les achats de produits de ces pays, et partant, d'améliorer les conditions d'existence économiques des producteurs pauvres.

En dépit de ces aspects positifs, il reste à savoir comment mettre en œuvre un tel label. Comment garantir qu'il ait bien l'impact positif visé ? Comment contrôler cet impact ? Comment le nouveau label se situe-t-il par rapport au développement durable ? – Autant de questions qu'il va falloir aborder.

SOURCE

A Review of Ethical Standards and Labels: Is there a gap in the market for a new 'Good for Development' label?
Karen Ellis and Jodie Keane. ODI Working Paper n. 297. 2008. 59 p. Overseas Development Institute, London (ODI).
www.odi.org.uk/resources/odi-publications/working-papers/297-good-for-development-label-ethical-standards-trade.pdf

Pour un aménagement durable de la consommation et de la production

Le cinquième de la population mondiale consomme 80% des ressources et un nombre croissant de personnes consomme plus que nécessaire pour la couverture des besoins vitaux.

Dans le cadre du processus de Marrakech, la communauté internationale s'emploie à réaménager les modèles de consommation et de production des ressources dans un souci de plus grande durabilité. Les nombreuses mesures innovantes prises dans ce sens, par ex. dans le domaine de la production écologique, du recyclage et de la gestion des déchets, demeurent néanmoins fragmentaires. Seuls des programmes nationaux cohérents, qui favorisent une consommation et une production durables et qui s'inscrivent dans des stratégies globales de développement et de réduction de la pauvreté, peuvent réellement faire progresser la situation. Aujourd'hui, 30 pays seulement ont un tel programme, notamment l'Éthiopie, le Sénégal, la Grande Bretagne et la Finlande.

Dans les lignes directrices, le PNUD décrit un processus susceptible d'aider les États à développer des stratégies cohérentes. Un processus qui comporte dix étapes, de

la planification au monitoring, en passant par le développement et la mise en œuvre. Les auteurs recommandent une approche participative et orientée vers les objectifs. Des expériences réalisées dans dix pays montrent que les principaux problèmes se situent non pas au niveau du développement, mais à celui de la réalisation des programmes. Pour résoudre ces problèmes, des campagnes de sensibilisation et de formation sont certes nécessaires, mais elles ne suffisent pas. Il faut encore que les politiques fiscales, en matière de prix et de subventions se rallient aux objectifs de la consommation et de la production durables.

SOURCE

Planning for change: guidelines for national programmes on sustainable consumption and production. United Nations Environment Programme (UNEP). 2008. 104 p.
www.unep.org/pdf/UNEP_Planning_for_change_2008.pdf
(résumé aussi en français)

COP 14 à Poznan, préparer le terrain pour un régime post 2012

La 14^e Conférence des parties à la CCNUCC (COP 14) s'est déroulée en décembre 2008 à Poznan en Pologne. Quelle est l'importance d'une telle conférence pour la coopération au développement? Les discussions ont porté principalement sur le potentiel des approches de mitigation dans le domaine « Agriculture, forêts et autres utilisations de la terre » (AFOLU), sur les options en matière de transfert de technologies et sur les mécanismes susceptibles de promouvoir l'adaptation et la réduction des risques de désastres dans les pays en développement.

Le secteur AFOLU émet 30% des émissions nettes de gaz à effet de serre au niveau mondial, dont plus de 60% dans les pays en développement. Au chapitre des options de mitigation AFOLU, les discussions ont porté plus spécialement sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD) et sur l'utilisation de biocarburants. Il a été question d'aspects méthodologiques, de la définition de directives générales, du contrôle de la réduction des émissions et de l'implication des populations indigènes et

locales. La simplification des projets de foresterie dans le cadre du Mécanisme de Développement Propre (MDP) a été traitée plutôt en marge. Pour l'agriculture, d'autres options de mitigation concernant l'élevage, la gestion du sol, l'augmentation de la séquestration de carbone, ainsi que la réduction d'émissions n'ont pas été discutées.

Les Parties ont convenu de mettre en place un régime climatique qui pourra être lancé lors de la 15^e conférence en 2009, à Copenhague, Danemark. Il est crucial que les priorités du développement soient systématiquement prises en compte dans ce régime.

INFORMATION

Décisions COP 14 :

http://unfccc.int/meetings/cop_14/items/4481.php

Une partie des décisions COP 14 sous :

http://unfccc.int/portal_francophone/items/3072.php

Rapport et analyse quotidiens par le Earth Negotiations

Bulletin en français : www.iisd.ca/climate/cop14

Mise en œuvre

Succès de l'agriculture durable en Ethiopie

Le projet Tigray a été lancé il y a 12 ans dans le nord de l'Ethiopie, dans le but d'augmenter durablement la production agricole moyennant la réhabilitation des écosystèmes, et de renforcer ainsi les conditions d'existence des petits paysans. Grâce à la participation active de paysans, de chercheurs, d'experts et de conseillers locaux, le projet a donné des résultats très positifs. Fort de ce succès, le gouvernement a initié des activités similaires dans d'autres régions.

L'orientation durable du projet a été garantie par une observation globale du paysage. La sauvegarde de la biodiversité, la diversification des cultures et des méthodes agraires ainsi que l'utilisation d'intrants locaux (par ex. le compost) en ont formé les éléments principaux. Les acteurs du projet ont développé des méthodes innovantes pour la gestion de l'eau qui ont permis d'améliorer la qualité du sol.

Les aspects sociaux n'ont pas été en reste : des mesures

spécifiques et une formation en phase avec les us et coutumes locaux aident les femmes à tirer un meilleur profit de leurs champs et à dégager des sources de revenus complémentaires.

La publication donne des informations intéressantes sur les différentes composantes du projet Tigray. Par contre, il manque des données sur les difficultés et les problèmes à surmonter pour le transfert du projet à d'autres régions.

SOURCE

Ecological in Ethiopia. Report on ecosystem services-based sustainable farming in Ethiopia. Swedish Society for Nature Conservation. 2008. 28 p.

www.naturskyddsforeningen.se/upload/Foreningsdokument/Rapporter/engelska/Report_international_Ethiopia.pdf

Contrôler l'expansion de la culture du soja et des palmiers à l'huile

Actuellement, l'expansion de l'agriculture, notamment dédiée au soja et au palmier à huile, représente une menace pour les forêts tropicales, plus importante que celle du commerce du bois.

Par ailleurs, cette nouvelle vague de déforestation et ses émissions de carbone contribuent aux impondérables du changement climatique.

A l'aide de graphiques, d'images, de cartes, de textes ou témoignages flash basés sur nos modes de vie et le quotidien, cette brochure esquisse des recommandations afin d'orienter le consommateur dans ses choix.

Selon un exemple du WWF situé au Paraguay, l'introduction du moratoire sur la déforestation en 2004 porte ses fruits, semble-t-il, et ceci sans ombrage à l'augmentation de la production de soja. Afin de préserver la forêt, des alternatives économiques comme

les paiements pour services environnementaux (PSE) dédommagent localement les propriétaires terriens qui produisent selon des principes environnementaux définis et pénalisent ceux qui couperaient des arbres.

Toutefois, comme nous l'avons vu dans la source de l'article « Quand conservation de la biodiversité rime avec marginalisation », sur le terrain la situation peut se révéler plus compliquée et ne pas prendre en compte la détérioration des moyens d'existence de certaines populations.

SOURCE

Palm oil, soy and tropical forests: a strategy for life.

WWF. 2008. 10 p.

<http://assets.panda.org/downloads/fcibrochure.pdf>

Promouvoir les droits d'accès aux ressources forestières pour les communautés du Sahel

L'atelier « Les droits à la propriété, à l'accès et à la gestion des ressources naturelles dans le contexte de la décentralisation » (Bamako, 2008) a regroupé une quarantaine de participants de divers horizons et pays (dont le Mali, le Niger et le Burkina Faso) pour réfléchir sur les bonnes pratiques et les évolutions indispensables en matière de transfert de compétences et de gestion des ressources naturelles dans la sous-région.

Les visites d'une convention locale (communauté) et d'un marché de bois ont souligné l'importance des pratiques élaborées par les communautés, tels les mécanismes de prévention et gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles. L'expérience a aussi montré qu'à ce jour, les droits des populations, ainsi que la reconnaissance de leurs bonnes pratiques de gestion durable ne sont pas pris en compte dans le cadre législatif et institutionnel ; l'approche des droits humains est également souvent négligée.

L'atelier et notamment les travaux de groupes ont mis en évidence des pistes pour le futur. Des plans d'action ont été élaborés pour chaque pays autour de la nécessité d'harmoniser les textes officiels sur la décentralisation et le transfert de compétences. Ceci touche au savoir et aux conventions locales, à l'application de textes conformes au transfert de compétence et à la défense des droits des usagers des ressources.

SOURCES

Web IC Sahel: www.dicsahel.org/capit/

[DIC_PT34_atelier%20RRI%20Mali%202008.pdf](http://www.dicsahel.org/capit/DIC_PT34_atelier%20RRI%20Mali%202008.pdf)

Web RRI: [www.rightsandresources.org/](http://www.rightsandresources.org/publication_details.php?publicationID=736)

[publication_details.php?publicationID=736](http://www.rightsandresources.org/publication_details.php?publicationID=736)



Echange entre la communauté de Samanko et les participants concernant les opportunités et contraintes du Marché Rural de Bois dans le village de Samanko.

(Photo : James Gasana, Intercooperation, 2008)

Imagerie aérienne avantageuse pour soutenir la gestion des ressources

Des images satellites à haute définition sont trop coûteuses pour les projets de développement à petit budget. D'autre part, il est très difficile de trouver des images aériennes géoréférencées de régions déterminées, et celles que l'on peut obtenir auprès d'entreprises de télédétection privées ne sont généralement plus actuelles. Les institutions actives dans la planification aux niveaux des communes, des districts ou des provinces en sont ainsi réduites à travailler avec des cartes topographiques et thématiques désuètes.

Une méthode développée récemment, techniquement simple et peu coûteuse, permet d'établir des cartes aériennes actuelles et de bonne qualité. L'équipement technique comprend un petit ballon d'hydrogène sur lequel est fixé une caméra digitale, ainsi qu'un logiciel de télédétection pour le référencement géographique des prises de vue.

Dans quelle mesure des amateurs peuvent-ils réellement se servir de cette méthode? Un guide illustré décrit la

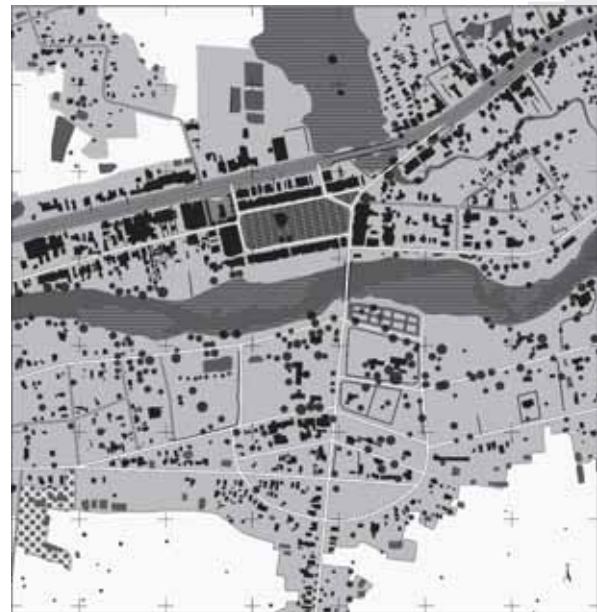
marque à suivre pas à pas, et explique l'utilisation du dispositif à l'aide de deux projets concrets réalisés au Cambodge. La description convaint d'autant plus que les auteurs exposent clairement les limites de la méthode: elle ne se prête pas, par exemple, pour faire des relevés cadastraux de moins d'un mètre, ni dans les régions à la topographie complexe présentant de grandes différences d'altitude. De manière générale, elle est utile pour la planification et le contrôle continu, car les données spatiales peuvent être facilement actualisées.

SOURCE

Low Cost Amateur Aerial Pictures with Balloon and Digital Camera, by: T.P. Seang, J.P. Mund (CIM), R. Symann (DED), Deutscher Entwicklungsdienst. 2008.

www.MethodFinder.net/index.php?page=methods&methodID=81

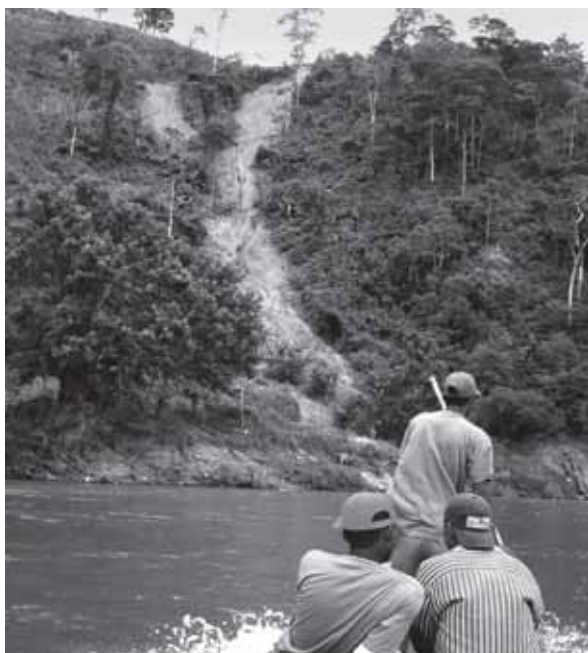
Pour plus d'information : www.MethodFinder.net



Plan de la ville Kampong Speu, Cambodge, effectué à partir de photos aériennes.
© Teng Peng Seang, Jan-Peter Mund, Ralf Symann. www.MethodFinder.net

Évaluation et prévention des risques environnementaux en Amérique Centrale

L'Amérique centrale est tout particulièrement exposée aux événements naturels extrêmes. Comme la plupart des habitants de la région vivent dans des conditions sociales précaires, ces événements prennent souvent une tournure désastreuse, provoquant des pertes de vies humaines et une forte dégradation des conditions d'existence. L'amplitude des risques est alarmante; preuves en sont le fait que 6% de tous les ouragans provenant de l'Atlantique viennent s'abattre sur les côtes du Honduras et du Nicaragua, et que la capitale du Salvador a été détruite 17 fois par des tremblements de terre dans l'histoire récente.



Un ouvrage publié par l'Université de Gerona, Espagne, fournit des informations détaillées sur la nature des risques et leurs conséquences. Les auteurs arrivent à la conclusion que les pays de la région n'ont pas encore développé de mécanismes adéquats de prévention et de mitigation, et en appellent aux gouvernements et à la société civile pour qu'ils mettent en place une stratégie globale.

Récemment, PRISMA, une organisation de la société civile du Salvador, a plaidé pour une stratégie d'adaptation au changement climatique en rapport avec la gestion des risques environnementaux. L'adaptation se concentre sur le développement des compétences, la diversification des conditions d'existence et le développement de la résilience afin d'aider la population à maîtriser les défis liés à la gestion des risques naturels. Cette stratégie va au-delà de mécanismes commerciaux et se fonde sur une approche plus large incluant des aspects sociaux, environnementaux et territoriaux.

SOURCES

Evaluación y Prevención de Riesgos Ambientales en Centroamérica, P. Andrés y R. Rodríguez (Ed.) 2008.

www.creatf.uab.es/propies/pilar/LibroRiesgos

¿Mitigación o adaptación en Centroamérica?: Construyendo una agenda propia frente al cambio climático. Nelson Cuéllar y Susan Kandel. Programa Salvadoreño de Investigación sobre Desarrollo y Medio Ambiente (PRISMA). 2008. 16 p. http://prisma2.org.sv/web/publicacion_detalle.php?id=330

Au cours d'ouragans, les pluies importantes conduisent aux glissements de terrain, malgré le couvert forestier. Ceux-ci mettent en danger des vies, les cultures et le bétail le long de la rivière Coco au nord du Nicaragua. (Photo : Falguni Guharay, SIMAS)

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut être commandé à l'adresse à droite.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale.

InfoResources est composé des trois institutions suisses : Intercooperation (IC-HO), Infoservice CDE et InfoAgrar / SHL, en collaboration avec leurs partenaires IC Inde / Bangladesh / Mali / Andes, CETRAD (Kenya) et SIMAS (Nicaragua).

Ont contribué à ce numéro :

Ruth Wenger (ed, IC-HO),
Fani Kakridi Enz (ed, CDE),
Felix Hintermann (ed, SHL),
Falguni Guharay (SIMAS),
Susanne Wymann von Dach (CDE),
Alessandra Giuliani (SHL),
Ursula Gämperli (CDE).
(ed = member of editorial team)

Traduction française :

Clara Wubbe, Transit TXT

Mise en page :

Ana María Hintermann-Villamil, webhint.ch


Impression :

Schlaefli & Maurer AG

Contact :

InfoResources, Länggasse 85,
CH-3052 Zollikofen, Suisse
Tél. : +41 31 910 21 91
info@inforesources.ch, www.inforesources.ch

InfoResources est financé par :

 Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

inter
cooperation

 **cde** centre for
development and
environment

 Bern University of Applied Sciences
Swiss College of Agriculture SHL

© *InfoResources*, février 2009